

Political Discourse and Electoral Behavior

Frédéric TRUAX, Milton N. CAMPOS
Université de Montréal (Canada)

L'espace public en ligne et la jeunesse québécoise: Le cas des élections canadiennes de 2011

Abstract: This article deals with the reasons some young adult Quebecers have had to be or not to be involved in political discussions on the Internet during the Canadian elections of 2011. We have worked with Jürgen Habermas' conception of the Public Sphere in order to study, throughout four focus group sessions, a sample made up of Montrealers aged between 19 and 30. The collected data was analysed with an argument extraction method. The results allowed us to expose many reasons that could explain the questioned young adults' level of involvement in online political discussion, regrouped in four themes: the lack of knowledge and the public aspect; awareness and feedback; reaction based on content, the nature of the network and the value of information; face-to-face conversation, anonymity and controversial topics.

Keywords: Political discussion, Internet, young adult, Public Sphere, Quebec.

1. Introduction

Cet article présente une étude sur les raisons mises de l'avant par de jeunes adultes québécois pour expliquer leur participation ou non à des discussions politiques sur Internet. Au cours des dernières années, nous avons assisté à l'avènement du Web 2.0, qui offre aux internautes plusieurs fonctions interactives par l'entremise de nombreux sites à caractère social. Ces sites ont souvent comme résultat de permettre une plus grande communication numérique entre les gens, ébranlant les frontières entre la vie personnelle, le travail, les loisirs ou les devoirs citoyens. C'est ce dernier aspect qui sera au centre de cette étude, plus particulièrement par rapport à la communication politique sur Internet. Cet enjeu est d'autant plus pertinent compte tenu du contexte québécois de participation politique chez les jeunes adultes. En effet, une grande partie de ce groupe s'abstient, élection après élection, de se rendre aux

urnes. Par contre, ce même groupe est capable de se mobiliser massivement pour certains enjeux et de participer politiquement à l'extérieur des institutions politiques traditionnelles, comme l'a montré la contestation étudiante et sociale du printemps 2012, qui s'opposait à la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement québécois. Néanmoins, traditionnellement, une grande partie des jeunes citoyens abdiquent leur pouvoir de voter aux élections. Brenda O'Neill, chercheuse de l'Université de Calgary, y voit un danger : « Many are concerned that democratic engagement, particularly among the youngest citizens, is at levels too low for the maintenance of healthy democracies. » (2009, 105). Le professeur de communication et de sciences politiques W. Lance Bennett ajoute que les jeunes d'aujourd'hui sont beaucoup moins motivés par le devoir civique que les générations précédentes, ce qu'il décrit comme étant une crise de la citoyenneté. Selon lui, il faut trouver de nouvelles manières d'impliquer la jeunesse à la vie démocratique, des manières qui lui conviennent et qui sont basées sur la nouvelle réalité technologique (2008, 225).

Ainsi, nous avons analysé un aspect de cette conjoncture en nous penchant sur une caractéristique essentielle de la vie démocratique, qui se retrouve sur Internet, soit celle de discuter et de débattre de ses opinions et de ses points de vue politiques avec les autres citoyens. Les élections canadiennes de 2011 nous ont offert un contexte idéal pour explorer les raisons qu'ont de jeunes adultes de discuter ou non d'affaires politiques sur Internet.

2. La participation politique à l'ère d'Internet

Dans le système démocratique nord-américain, le fonctionnement de la politique repose théoriquement sur la participation de tous. Selon la conception libérale de la démocratie, le moyen principal dont dispose le citoyen pour exprimer son opinion et pour se faire entendre est en votant lors d'élections. Notons qu'au Canada, entre le début des années 1960 et le début des années 1990 (donc, avant l'utilisation populaire d'Internet), le taux de participation aux élections fédérales canadiennes a oscillé entre 69 % et 79 %. À partir des années 2000, ce taux a plutôt été d'environ 60% (Élections Canada, 2012). Si le taux de participation aux élections a chuté, de nouvelles pratiques à caractère politique ont quant à elles vu le jour avec l'Internet.

S'informer sur la politique, que ce soit par les médias traditionnels, comme la radio ou la télévision, ou par la lecture d'articles de journaux,

est une pratique largement répandue chez les électeurs. Néanmoins, il semble beaucoup moins aisé de « répondre » à ces médias, vu leur caractère principalement unidirectionnel. Il est possible pour un individu d'écrire une lettre d'opinion à un journal, mais celui-ci a le pouvoir discrétionnaire de la publier ou non. Toutefois, l'avènement d'Internet semble bouleverser certaines pratiques médiatiques dans le domaine de la politique.

Dans son étude sur les utilisations que font les gens d'Internet dans la vie de tous les jours, Maria Bakardjieva constate que leur relation par rapport aux médias traditionnels a changé grâce au Web : « Their main uses of the technology consisted of [...] talking back to traditionally one-way transmitters of information such as radio and television stations and branches of the government » (2005, 95). Ainsi, avec Internet, la population peut plus aisément répondre et critiquer l'information véhiculée par les médias de masse, ainsi que celle propagée par les élus. Les internautes ont également la possibilité de formuler leurs opinions politiques et de les opposer à celles d'autrui.

Internet semble offrir des possibilités tangibles de participation politique. En plus des discussions, plusieurs initiatives visant des actions ou des mobilisations politiques peuvent être engagées dans le monde numérique, avant d'être étendues au monde physique. À un niveau plus individuel, l'utilisation du Web 2.0 à des fins politiques semble de plus en plus répandue. Les internautes peuvent l'utiliser pour s'informer, pour orienter leurs choix politiques ou pour débattre avec d'autres personnes. Les frontières géographiques et temporelles tendent également à disparaître (Bakardjieva 2005).

3. Les internautes engagés

Au cours des dix dernières années, une multitude d'études se sont posées une question similaire : Qu'est-ce qui encourage la participation politique des citoyens en ligne?

Ce peut être les opportunités de création et d'organisation en communautés, en ligne ou hors ligne (Jensen, Danziger and Venkatesh 2007; Quintelier 2008 ; Vaccari 2008). Ainsi, les communautés politiques en ligne peuvent encourager la mobilisation des citoyens, qui ont alors l'impression de faire partie d'un grand projet, auquel ils s'identifient et auquel ils veulent participer.

Les fonctions interactives sont aussi un facteur qui encourage la participation des citoyens (Bachen, Raphael, Lynn, Mckee, and Philippi

2008 ; Collin 2008 ; de Zunega, Veenstra, Vraga, and Shah 2010 ; Kavanaugh, Kim, Perez-Quinones, Schmitz, and Isenbour 2008 ; Tedesco 2007 ; Xenos and Bennett 2007). Les citoyens ont tendance à vouloir tirer partie de la possibilité qu'offre Internet de contribuer au contenu publié et de donner son opinion, et ce, sans trop d'efforts techniques. Cette fonction peut être un élément important qui encourage les citoyens à participer.

Quand vient le temps d'exprimer son point de vue, le caractère informel du Web semble encourager la participation, par exemple sur les blogues (Collin 2008 ; de Zunega et al. 2010 ; Hermes 2006). Les personnes qui sont moins actives politiquement donnent parfois leur opinion politique sur Internet, mais de manière informelle, entre deux réflexions personnelles à propos de leur vie quotidienne, par exemple. C'est justement ce qui permet à un plus grand nombre de voix de s'exprimer spontanément.

Cette informalité amène certains auteurs à parler d'opportunités politiques offertes par Internet, dans le sens où les citoyens sont motivés à s'exprimer par le contenu qu'ils trouvent sur la toile, contenu qui les fait réagir (Collin 2008 ; Hermes 2006 ; Kavanaugh et al. 2008 ; O'Neill 2009 ; Rojas 2010). Il s'agit donc d'une participation spontanée, non planifiée.

Dans tous les cas, certains chercheurs se sont beaucoup intéressés aux effets qu'a Internet, en tant que média, sur la participation politique (Anduiza, Cantijoch and Gallego 2009 ; Boulianne, 2009 ; Quintelliers and Visser 2008). Est-ce qu'Internet l'encourage ? En général, il ressort de la littérature qu'Internet n'a pas d'effets négatifs sur la participation, bien qu'il ne soit pas certain que, au contraire, le Web ait des effets positifs. Au mieux, on s'entend pour dire qu'Internet a des effets positifs modérés sur la participation politique.

Plusieurs auteurs se sont plutôt penchés sur les facteurs socio-économiques qui amènent les gens à participer ou non : le milieu social, ce qui passe par l'influence des proches et de la famille (Cross and Young 2008 ; Pronovost 2007) ; l'âge, les personnes âgées participant plus que les jeunes (Best and Krueger 2005 ; Cross and Young 2008 ; Mannarini, Legittimo and Talo 2008 ; Toguchi Swartz, Blackstone, Uggen and McLaughlin 2009) ; le genre, car les hommes seraient plus enclins à participer politiquement que les femmes, du moins dans les instances traditionnelles (Cross and Young 2008 ; O'Neill 2009 ; Mannarini et al. 2008) ; la position politique, parce que les progressistes auraient plus tendance à faire de l'activisme que les conservateurs (Mannarini et al. 2008) ; la situation économique, reliée à l'éducation, les moins bien nantis ayant moins tendance à participer que les plus fortunés (Best and Krueger

2005 ; Di Gennaro and Dutton 2006 ; O'Neill 2009 ; Toguchi Swartz et al. 2009 ; Whiteley 2010).

À la lumière de ce dernier constat, plusieurs auteurs soulignent le fait que les inégalités sociales quant à la participation hors ligne sont reproduites sur Internet : les gens les plus éduqués, même chez les jeunes citoyens, sont ceux qui participent le plus (Di Gennaro and Dutton 2006 ; Best and Krueger 2005 ; O'Neill 2009). Cette observation met en évidence le phénomène de la fracture numérique, c'est-à-dire les différences dans l'accès à Internet selon des variables socioéconomiques et géographiques, entre autres. Harry C. Boyte explique que ce sont les pauvres et les minorités qui en souffrent le plus aux États-Unis, qualifiant la situation de « ségrégation du 21^e siècle » (2008, 211). Ainsi, la fracture numérique semble amplifier la voix et l'importance des personnes socialement et économiquement privilégiées, tout comme c'est le cas hors ligne, lorsque la participation politique est considérée par rapport aux variables socioéconomiques vues plus haut.

4. Internet compris comme un espace public

Internet, particulièrement le Web 2.0, est vu par certains comme un endroit où des discussions éclairées et rationnelles ont l'opportunité de prendre place (Gil de Zuniga et al. 2010 ; Kavanaugh et al. 2008 ; Quintelier and Visser 2008 ; Rojas 2010 ; Vergeer and Hermans 2008 ; Zhang et al. 2010). Celles-ci peuvent avoir lieu dans divers environnements, allant du forum de discussion au réseau social Facebook. Soulignons la facilité à s'exprimer en ligne et les coûts très bas qui y sont reliés comme facteurs qui encouragent l'expression et la discussion politique.

Même s'il serait naïf de considérer le Web 2.0 comme un endroit de délibération démocratique parfait (comme le souligne le fait qu'il y existe toujours des inégalités sociales favorisant l'expression des personnes avantagées socialement et économiquement), il demeure pertinent d'analyser Internet comme un élément important de la sphère publique, au sens où l'entend le philosophe allemand Jürgen Habermas (notamment, Vromen 2008 et Polat 2005), afin d'aller au-delà de la conception libérale de la démocratie et d'analyser les raisons qu'ont les jeunes adultes de discuter de politique sur Internet. Ceci permettra d'évaluer si ces interactions s'éloignent ou se rapprochent d'un certain idéal de démocratie délibérative.

5. Les jeunes et la sphère publique

Selon une étude réalisée par Zhang et ses coauteurs (2010), les discussions interpersonnelles sur la politique qui ont lieu sur les réseaux sociaux sont reliées de manière significative à la participation civique et politique. Les auteurs montrent que, pour stimuler ces types de participation, il faut encourager les citoyens à participer à des discussions politiques interpersonnelles, une possibilité qu'offrent les réseaux sociaux et le Web 2.0.

C'est d'ailleurs ce qu'a fait la chercheuse australienne Philippa Collin (2008), en montrant que la participation démocratique a lieu dans une variété d'espaces publics sur le Web. L'auteure a exploré comment 13 jeunes impliqués dans le site d'une organisation non gouvernementale (ONG), la *Inspire Foundation*, conceptualisent et expérimentent la politique à l'ère du numérique. Plusieurs constats ressortent de l'étude, notamment qu'Internet permet d'intégrer la participation à la vie de tous les jours, qu'Internet donne aux jeunes des espaces de discussion et qu'Internet donne la possibilité de participer spontanément. Toutefois, il y a peu d'éléments suggérant que les inégalités structurelles politiques classiques, qui peuvent être liées à l'éducation ou au travail, ont été bouleversées grâce à Internet.

Xenos et Kyoung (2008) ont quant à eux étudié l'expérience politique d'étudiants américains de 18 à 29 ans sur Internet, en considérant différents portails politiques américains : ceux-ci encouragent beaucoup la participation politique chez les jeunes qui sont intéressés par le sujet, alors que les effets sont plutôt marginaux chez ceux qui s'intéressent peu à la politique. Ainsi, selon les auteurs, on ne peut considérer « les jeunes » comme un bloc monolithique. La même considération se rapporte à Internet : on doit le considérer comme un ensemble disparate de sites utilisés différemment par les internautes.

Avec le même objectif de comprendre la participation politique des jeunes adultes sur Internet compris comme un espace public, Ariadne Vromen (2008) a analysé trois sites Internet non gouvernementaux en Australie. Selon l'auteure, il y a trois utilisations primaires d'Internet en politique : comme source d'information, comme moyen de communication et comme sphère publique. Tout comme Collin (2008) ainsi que Xenos et Kyoung (2008), Vromen arrive à la conclusion qu'Internet présente des opportunités de discussion et de débat pour les jeunes qui désirent participer politiquement en ligne, bien qu'il y ait toujours

certaines barrières à la participation pour les novices de l'expression politique.

Ainsi, ces études ont pu considérer Internet comme un espace public qui offre des possibilités d'implication concrètes aux jeunes citoyens.

6. L'agir communicationnel

Les auteurs qui traitent de sphère publique ou d'espaces publics s'inspirent souvent, de près ou de loin, de la conception qu'en a faite Jürgen Habermas, en la décrivant comme un espace intersubjectif partagé où peut avoir lieu l'agir communicationnel (Dalhberg 2005, 111).

Habermas accorde beaucoup d'importance à l'agir communicationnel (aussi appelé « activité communicationnelle ») qui peut avoir lieu dans la sphère publique. C'est par les relations équitables qu'instaure l'agir communicationnel que se forment les arguments, et, donc, les raisons des individus. L'activité communicationnelle est celle qui repose sur une raison communicationnelle, aspirant à l'atteinte d'un consensus démocratique par des procédures argumentatives rigoureuses (Kompridis 2000, 275).

C'est par l'agir communicationnel que les gens peuvent en venir à l'intercompréhension, notamment à l'accord rationnel, en s'entendant intersubjectivement sur les prétentions à la validité qui sont négociées (Habermas 1984, 119).

7. La conception de la sphère publique

Habermas (1989) explique c'est la sphère publique, cet espace délibératif où prime la force du meilleur argument justifié rationnellement, qui permet l'utilisation publique de la raison par l'agir communicationnel. C'est notamment une manière pour le peuple de contrebalancer le pouvoir quasi absolu dont peut jouir un monarque ou même un gouvernement élu démocratiquement. Ainsi, la mise en action de la raison communicationnelle représenterait une menace aux relations de domination : c'est pourquoi les forces en place se sont efforcées, par le passé, à l'empêcher de devenir publique.

Habermas prévient que, depuis les Lumières, la sphère publique occidentale s'est détériorée. En effet, celle-ci a été envahie par la publicité et par les relations publiques. Même les journaux, qui devaient rendre la sphère publique plus accessible à tout un chacun, l'ont dépolitisée en misant sur le sensationnalisme et la recherche du profit.

Malgré ces dérives, Habermas considère que le concept de sphère publique ne doit pas être abandonné. Il doit plutôt être restauré, car il est nécessaire à l'exercice démocratique. Il faut donc changer sa tendance historique à la détérioration. Aujourd'hui, la sphère publique, bien qu'elle ne soit jamais assurée, demeure possible.

Pour qu'elle se réalise pleinement, il faut miser sur la rationalité de la discussion, qui est au cœur de la formation d'une opinion publique légitime basée sur la délibération de tous : « le principe majoritaire doit être compris comme un dispositif permettant de rendre compatible autant que possible une formation discursive de l'opinion, orientée ultimement vers la vérité » (Habermas 1992, 182). Si l'opinion publique est souvent l'objet de rapports de domination, c'est parce qu'elle échappe à certaines règles universelles de la discussion politique.

Ces règles se rattachent à trois caractéristiques essentielles de la sphère publique, selon Rabia Karakaya Polat (2005), qui reprend l'idée que la sphère publique est une condition nécessaire à la démocratie. L'auteure regroupe ainsi ces trois caractéristiques essentielles : la sphère publique doit être accessible à tous, être indépendante des intérêts gouvernementaux et commerciaux et permettre la tenue de débats critiques rationnels. C'est en respectant ces trois conditions qu'on peut s'assurer de la légitimité des discussions publiques et peut-être sauver la sphère publique de sa tendance historique à la détérioration, contre laquelle Habermas nous met en garde.

8. Le cas du Québec et les élections canadiennes de mai 2011

Nous traiterons, dans cet article, la sphère publique comme englobant l'ensemble des activités démocratiques de la société. À l'intérieur de celle-ci, plusieurs espaces publics peuvent être formés, comme ce peut être le cas sur Internet, que nous considérerons comme un élément important de la sphère publique québécoise.

Comment est-ce que les jeunes adultes expliquent leur participation politique en lien avec les opportunités de discussion politique sur le Web 2.0? Il nous semble primordial de nous intéresser à cet aspect, car celui-ci pourra nous informer sur les raisons des jeunes citoyens et pourra nous permettre d'évaluer les possibilités qu'offre Internet pour les échanges politiques. Nous définissons une raison donnée par quelqu'un comme une manière pour cette personne d'expliquer un phénomène ou un comportement, ancrée dans une logique argumentative. Ainsi, elle se

construit au moyen d'un argument basé sur des prémisses et des conclusions implicites ou explicites.

L'objectif de cet article est donc de comprendre les raisons qui incitent ou qui rebutent les jeunes adultes à discuter de politique sur Internet considéré comme un élément important de la sphère publique contemporaine au Québec. Les élections canadiennes de mai 2011 nous ont offert un contexte idéal pour traiter de cet enjeu. Ainsi, la question de recherche se pose comme suit : Quelles raisons est-ce que de jeunes adultes québécois donnent pour expliquer leur degré de participation à des discussions politiques sur Internet?

9. Méthodologie

Afin d'apporter des réponses à la question de la recherche, nous avons analysé les arguments coconstruits par les sujets de cette étude, réunis lors de différentes séances de *focus groups*.

La composition de l'échantillon

L'échantillon étudié était composé de jeunes adultes québécois âgés de 19 à 30 ans, ce qui représente l'âge d'étudiants universitaires ou de jeunes travailleurs. Ceux-ci habitaient à Montréal et dans ses environs, soit la région du Québec où il y a proportionnellement le plus grand nombre d'utilisateurs de médias sociaux (Cefrio 2011). La représentativité entre les hommes et les femmes de l'échantillon a été la plus équilibrée possible, compte tenu des circonstances concrètes de la recherche (8 hommes, 6 femmes). Les participants et les participantes ont été sélectionnés selon deux variables principales.

Tout d'abord, ils ont été différenciés selon la variable « occupation », à savoir s'ils étaient des étudiants (universitaires) ou s'ils étaient des non-étudiants (pour la plupart, au travail), afin de représenter la richesse des différences à l'intérieur de la population à l'étude. Ainsi, de manière plus spécifique, il a été possible de constater, lors de l'analyse, si le fait d'être aux études universitaires ou non peut avoir une incidence sur les raisons de discuter ou non de politique en ligne, compte tenu que la littérature fait état d'une disparité de participation politique entre les plus éduqués et les moins éduqués (Best and Krueger 2005 ; Di Gennaro and Dutton 2006 ; O'Neill 2009 ; Toguchi Swartz et al. 2009 ; Whiteley 2010).

Ensuite, l'échantillon a été séparé selon la variable « milieu », c'est-à-dire en groupes dont les membres appartenaient à un milieu encourageant ou non la participation politique sur Internet. Dépendam-

ment du domaine d'étude ou du milieu professionnel (qui détermine, entre autres, leur réseau de contacts en ligne), les jeunes adultes étaient plus ou moins encouragés par leur milieu à discuter sur Internet. Ainsi, cette variable a permis de voir si le milieu pouvait avoir une incidence sur les raisons de discuter ou non de politique en ligne, compte tenu de la littérature qui suggère que le milieu a une influence sur la participation politique (Cross and Young 2008 ; Pronovost 2007). Précisons que ces variables ne sont pas absolues : évidemment, certains jeunes adultes appartenant à un milieu défini comme moins encourageant peuvent quand même s'impliquer en politique.

Les jeunes adultes ont tous été sélectionnés en fonction de leur utilisation régulière d'Internet dans la vie de tous les jours. Pour ce qui est de l'utilisation qui est faite d'Internet à des fins politiques, celle-ci a non seulement varié d'un groupe à l'autre, mais également d'un participant à l'autre. Ainsi, certains individus interrogés discutaient abondamment de politique sur Internet, d'autres modérément ou pas du tout.

La sélection des participants s'est faite selon la technique de la « boule de neige » (Hermes 1995; Demers 2010). En nous inspirant de la procédure proposée par cette technique, nous avons demandé à des personnes de notre entourage qui correspondaient à l'échantillon ciblé si elles connaissaient des jeunes adultes qui pourraient être en mesure de nous fournir des données pertinentes dans le cadre de notre étude. Ces personnes ont pu contacter leurs connaissances et leur donner les renseignements nécessaires pour entrer en contact avec le chercheur, ce qu'elles ont fait si elles étaient intéressées à participer.

Le focus group

Les *focus groups* réalisés ont été composés d'au maximum cinq membres. Bien que, traditionnellement, les *focus groups* comportent souvent dix ou douze participants, plusieurs auteurs ont mis de l'avant les avantages qu'il y a à tenir des séances avec un nombre plus petit de personnes, qu'on appelle parfois des « mini » *focus groups* (Carey 1994 ; Davila and Dominguez 2010 ; McLafferty 2003 ; Morgan 1996 ; Twinn 1998). Ces petits groupes peuvent notamment favoriser la tenue de débats argumentaires entre les membres, tout en donnant plus aisément la chance à tout le monde de s'exprimer. Dans les groupes plus larges, il arrive fréquemment que quelques personnes se démarquent et parlent beaucoup, au détriment des autres (Carey 1994 ; McLafferty 2003).

Pour ce qui est du temps consacré à chaque séance, il dépendait du temps pris par les membres pour discuter des thèmes proposés : toutefois, une heure était prévue. Les séances ont été enregistrées et filmées, afin de faciliter l'analyse des propos par la suite.

Nous avons réalisé quatre *focus groups*, afin de pouvoir explorer les quatre groupes de jeunes définis par les variables « occupation » et « milieu » (étudiants avec un milieu d'appartenance encourageant ; étudiants avec un milieu d'appartenance non encourageant ; non-étudiants avec un milieu d'appartenance non encourageant ; non-étudiants avec un milieu d'appartenance encourageant). Ces quatre groupes ont permis d'atteindre une saturation dans les données recueillies, c'est-à-dire qu'il est loin d'être certain que des *focus groups* subséquents auraient révélé des éléments significatifs qui n'auraient pas déjà été dits lors des quatre rencontres réalisées. De plus, avant de tenir les quatre séances de *focus groups*, nous en avons réalisé une qui a servi de prétest méthodologique.

Les *focus groups* se sont déroulés de manière semi-structurée. Les questions posées étaient ouvertes et favorisaient l'expression de la pensée des sujets, pensée qu'ils ont négocié en présence des autres membres du groupe. Selon Habermas (2003), les gens veulent se convaincre l'un l'autre, et utilisent les meilleurs arguments, qui relèvent de l'acceptabilité rationnelle, pour le faire.

Grâce aux *focus groups*, les sujets ont pu coconstruire leurs arguments en s'appuyant sur les prémisses et sur les conclusions présentées par autrui afin de les développer ou de les réfuter.

L'extraction des arguments et la reconstruction rationnelle

Afin de mettre en évidence comment les participants des *focus groups* coconstruisent leurs arguments et débattent de leurs opinions, une méthode permettant d'extraire les arguments et de les comprendre dans leur contexte intersubjectif a été utilisée. Cette extraction a permis de constater de quelles manières les jeunes adultes interrogés construisent et expriment, dans le contexte d'une rencontre, les raisons qu'ils ont de discuter ou de ne pas discuter en ligne. Cette méthode a permis notamment de voir si les arguments donnés par les participants étaient repris ou contestés par les autres, et même de voir si ces arguments semblaient influencer ou non les points de vue d'autrui.

Qu'est-ce qu'un argument ? Nous nous appuyons sur la définition de Leonidas Hegenberg (citée par Campos 2004, 7) pour définir un argument comme un ensemble de prémisses qui mènent à une conclusion. C'est avec ceci en tête que nous avons lu attentivement le verbatim de chacun

des *focus groups* afin d'identifier dans chaque discours les prémisses (implicites ou explicites) et les conclusions (implicites ou explicites) qui forment les arguments pertinents.

Il a été possible de souligner méthodiquement les arguments pertinents¹ mis de l'avant par les participants pour constater s'ils servaient de prémisses ou de réfutations aux arguments avancés par autrui, afin de révéler le processus intersubjectif propre à la communication en groupe.

Afin d'aller plus loin et de pouvoir comparer, entre eux, les arguments tenus à travers les quatre groupes, nous avons reconstruit rationnellement les arguments coconstruits lors des différentes séances. Cette méthode, la reconstruction rationnelle, s'appuie directement sur la manière selon laquelle Habermas élabore ses écrits théoriques : il reconstruit rationnellement les arguments pertinents de différents auteurs en les alliant les uns aux autres, afin de faire émerger une nouvelle théorie, qui lui est propre. C'est de cette manière qu'il a bâti sa théorie de l'agir communicationnel, en s'inspirant de la pensée de Weber, de Mead, de Durkheim, de Parsons et de plusieurs autres penseurs.

La reconstruction rationnelle a été abordée par Jørgen Pedersen (2008), qui explique que cette méthode s'inscrit comme une alternative à la dichotomie habituelle entre l'objectivisme et le subjectivisme. Elle permet d'étudier ces deux aspects, en y ajoutant l'aspect social.

Dans le cadre de cette étude, cette méthode a permis de reconstruire le sens des arguments tenus par les sujets. Ainsi, alors que l'extraction des arguments permet de mettre en évidence les arguments utilisés dans une même séance (en les regroupant en thèmes), la reconstruction rationnelle offre une méthode pour non seulement comparer entre eux les arguments utilisés lors d'un même *focus group*, mais également pour comparer les différents groupes ensemble. Elle permet de réfléchir sur les arguments des sujets, donc autant ceux sur lesquels ils s'entendent que ceux sur lesquels ils s'opposent.

Il est alors important de non seulement décrire ce que les sujets disent, mais également de l'interpréter dans son contexte intersubjectif. Le langage interprété, exprimé par des arguments, nous a donné accès à la réalité symbolique structurée des jeunes adultes sur les raisons qui les encouragent ou les découragent à discuter de politique sur Internet.

¹ La pertinence des arguments est déterminée en prenant en considération ce que l'étude désire connaître et expliquer. Il en va de même pour la sélection des thèmes. Comme le soutiennent Grize et Piérait-Le Bonniec, « le nombre des objets mis en évidence relève [d'un certain] arbitraire. » (1991, 110).

Résultats

Les *focus groups* réalisés révèlent plusieurs raisons qu'ont les jeunes adultes de discuter ou de ne pas discuter de politique sur Internet. Nous présenterons ici l'extraction des arguments pertinents. Ceux-ci sont regroupés selon différentes catégories par rapport à la participation politique et reliés aux raisons de discuter ou non sur le Web. Quatre thèmes se démarquent : le manque de connaissances et l'aspect public ; la conscientisation et l'obtention de feedback ; la réaction par rapport au contenu, la composition du réseau et la valeur de l'information ; le face à face, l'anonymat et les sujets controversés. Ainsi, les arguments des différents jeunes adultes interrogés sont comparés entre eux pour pouvoir souligner les points de convergence et les points de divergence.²

Le manque de connaissances et l'aspect public

Une raison que les jeunes adultes expriment pour expliquer leur abstention des discussions politiques sur Internet est le manque de connaissances quant à la politique. Notons toutefois que cette raison n'est pas ressortie lors de la séance avec le premier groupe, qui était composé uniquement d'étudiants en sciences politiques ou dans un domaine connexe. Néanmoins, cette justification est ressortie chez la majorité des participants des groupes subséquents.

Celle-ci s'illustre dans le deuxième groupe, lorsqu'un étudiant en lettres affirme qu'il ne se risquerait pas à discuter de politique sur le Web, en public, car il estime n'avoir pas assez de connaissances sur le sujet. Il explique que, vu le caractère public du Web, il n'oserait pas exprimer une opinion plus ou moins aboutie (due à son manque de connaissances) sur un enjeu politique, « pas en sachant qu'il y a 200 personnes qui peuvent [le] lire, puis [le] critiquer, puis [le] relancer ». Un autre interrogé poursuit sur la même idée et affirme que la seule raison expliquant pourquoi il s'est un jour opposé à un de ses contacts sur la politique est qu'il était certain de ne pas se tromper, puisqu'il avait vérifié avec son frère (un expert) au préalable. Sans ce renforcement, il se serait probablement tu. Il semble que le caractère public des discussions en ligne accentue la raison du manque de connaissances, puisqu'on ne veut pas se tromper publiquement. Selon un autre participant, étudiant en cinéma, ce qui est sur Internet est public, donc il peut être risqué d'avoir une réaction « spontanée ».

² Notons que, afin de préserver au maximum l'anonymat des participants, nous avons masculinisé tous les noms.

Plusieurs participants du troisième groupe confirment cette tendance. L'exemple le plus suggestif est celui d'un jeune inhalothérapeute qui explique qu'il ne connaît pas assez la politique pour s'exprimer, et que, comme il ne s'intéresse pas au sujet, il ne s'informe pas. C'est pourquoi il ne discute pas de politique en ligne :

« quand c'est un sujet que je connais pas tant que ça, j'embarque pas. Puis comme la politique, c'est pas un sujet que je connais bien [...] j'vais pas nécessairement commenter. [...] parce que je connais pas assez le sujet, donc je veux pas commenter sans savoir de quoi je parle. [...] J'aime mieux m'informer avant, sauf que comme ça m'intéresse pas je m'informe pas, donc je commente pas. Donc quand on parle de politique, je parle pas ».

Ainsi, un cercle vicieux duquel il apparaît très ardu de s'extraire semble s'imposer à lui.

Dans le quatrième groupe, encore une fois, cette raison du niveau de connaissances est mise de l'avant. Par exemple, un jeune chercheur de télévision explique qu'il ne serait « pas à l'aise » de discuter d'un sujet qu'il connaît plus ou moins, et ce, parce que la discussion est publique : « j'voudrais pas dire des choses dont j'suis pas certain ». Il craint de se faire corriger par des gens qui s'y connaissent plus que lui en la matière. C'est pourquoi il préfère s'en tenir à des enjeux qu'il connaît bien, par exemple, celui du mariage gai. De plus, à l'instar du participant du groupe 2 qui citait son frère, ce chercheur se sent plus à l'aise de s'exprimer en ligne lorsqu'il peut « utiliser » l'argument de quelqu'un d'autre, qui a plus de connaissances que lui. Son collègue est d'accord et explique qu'il n'exprimerait pas une opinion dont il est plus ou moins certain en public sur Facebook.

Pour ce qui est des participants du premier groupe, ils sont loin de manquer de connaissances politiques. D'ailleurs, trois d'entre eux discutent beaucoup de politique sur les médias sociaux.

La conscientisation et l'obtention de feedback

Chez les jeunes adultes qui discutent sur Internet, et ce, à travers les quatre *focus groups* réalisés, on retrouve un désir similaire de « conscientisation », c'est-à-dire que ces jeunes citoyens ont le goût de partager de l'information qu'ils considèrent comme importante. Ces gens diffusent des articles sur Facebook ou commentent sur des statuts afin de faire part d'un enjeu dont tous, à leurs yeux, devraient connaître l'existence.

Cette raison est hautement présente chez les participants du premier groupe, qui semblent se considérer comme plus éduqués politiquement que le reste de la population. Un d'eux s'explique :

« sur nos pages Facebook, c'est pas tout le monde qui étudie en sciences politiques, il y a des gens qui étudient dans d'autres champs. Mais c'est le *fun*, quand tu mets un élément relié à la politique, ou des nouvelles importantes, tu vois ces personnes-là poser des questions [...] Puis là tu te dis, bon, j'ai réussi à conscientiser des gens ».

C'est ce qui les amène à partager des articles qui traitent d'enjeux pertinents à leurs yeux et à avoir des discussions sur le sujet. Il y a toutefois un des participants qui n'a pas l'habitude de discuter de politique en ligne. Malgré tout, même lui est forcé d'admettre, après avoir écouté la coconstruction argumentaire de ses collègues, que ceux-ci lui donnent « quasiment de bonnes raisons de [se] mettre à écrire des affaires sur Facebook. »

Dans le deuxième *focus group*, un participant raconte être un jour intervenu sur Internet parce qu'il avait peur qu'un commentaire qu'il jugeait erroné puisse influencer la pensée et le vote des autres : en effet, il a défendu le Nouveau Parti démocratique (NPD) face au commentaire en faveur du Bloc québécois (parti indépendantiste à Ottawa) d'un de ses contacts (de la même manière qu'un participant du groupe 1 est intervenu pour corriger des faussetés circulant à propos de Michael Ignatieff, chef du Parti libéral du Canada à l'époque). De plus, lorsque l'occasion se présente, il intervient pour rectifier les erreurs véhiculées par ses contacts. Il prend aussi soin de choisir les informations qu'il partage en considérant ce qui intéresse ses contacts, ce qui lui permet de mettre les chances de son côté pour obtenir du feedback.

Dans le troisième groupe, un participant, qui est charpentier-menuisier, partage un article ou émet un commentaire lorsqu'il considère que l'enjeu politique discuté est important. Il prend non seulement en considération la pertinence qu'il accorde lui-même à l'enjeu, mais aussi la pertinence que cet enjeu peut avoir aux yeux de ses contacts. Il prend également soin de rectifier les faussetés que pourraient exprimer, délibérément ou non, ses contacts (tout comme un autre participant du groupe, qui nous confie ne pas se gêner pour corriger ses contacts quand ils se trompent).

Dans le quatrième groupe, un jeune interrogé souligne que, durant la campagne, il s'est exprimé sur les réseaux sociaux en faveur du NPD pour conscientiser ses contacts à ce parti : « j'essayais d'amener les gens vers

le droit chemin en publiant des choses ». Ainsi, son but explicite était d'amener les gens à voter pour le NPD. Même chose, dans une moindre mesure, chez son collègue, qui lui aussi partage certains articles pour conscientiser ses contacts, comme dans le cas d'un projet de loi controversé visant à apporter des modifications au Code criminel. Ces jeunes adultes affirment aimer recevoir du feedback de leurs contacts, que ce soit sous la forme de commentaires ou de « J'aime » sur Facebook.

La réaction par rapport au contenu, la composition du réseau et la valeur de l'information

Dans l'ensemble des *focus groups*, la participation à des discussions politiques semble reposer sur une action spontanée, initiée par le contenu politique auquel on est exposé, plutôt que sur une action préméditée.

Dans le premier groupe, on partage souvent du contenu, générant par la suite des discussions avec les contacts. De plus, les liens et les opinions partagés sont une excellente manière de s'informer et d'être exposé à des enjeux jusque-là inconnus. C'est pourquoi un des participants en vient à considérer l'ensemble de ses contacts comme un « bureau de recherchistes ». Il affirme également que les discussions auxquelles on peut participer dépendent de la composition de son réseau en ligne. Par exemple, il sera plus probable qu'on ait des discussions si nos contacts sont politisés et aiment débattre. Ces jeunes semblent d'ailleurs chercher ardemment à débattre sur Facebook. Toutefois, tout le monde ne pense pas ainsi : un d'entre eux soutient qu'il ne s'intéresse pas à ce que les gens publient sur Facebook, et qu'il accorde peu de valeur à leur opinion. D'ailleurs, il accorde plus de valeur à l'information venant de sources officielles, comme celle de médias traditionnelles, et à celle venant d'experts en la matière. Pour ce qui est de son réseau, il soutient que celui-ci n'inclut que des personnes qui pensent comme lui, ce qui restreint les possibilités d'échanges argumentaires.

Un participant du deuxième groupe explique qu'une fois, une opinion politique exprimée sur Facebook l'a fait réagir, car elle allait à l'encontre de ses propres positions : « cet argument m'a heurté un peu ». De plus, lorsqu'une nouvelle le touche profondément (ce fut le cas lors de la publication de la dernière lettre écrite par le défunt Jack Layton, chef du NPD), il prend soin de la partager avec ses contacts, ce qui peut générer des réactions. Bien que tous avouent avoir été exposés à du contenu politique durant la campagne, plusieurs soutiennent que celui-ci ne les a pas incités particulièrement à s'exprimer, que ce soit parce qu'ils n'en ont pas l'habitude, parce qu'ils considèrent que ces discussions tournent en

rond ou parce qu'ils manquent de connaissances. De toute façon, tous soutiennent qu'ils accordent plus de valeur à l'information venant de sources officielles qu'aux opinions exprimées par des quidams ou par leurs contacts.

Un des participants du troisième groupe, quant à lui, n'hésite pas à s'exprimer lorsqu'un contenu partagé dans son réseau en ligne l'interpelle :

« admettons que [...] quelqu'un que je connais parle de quelque chose qui était ressorti par rapport à la campagne [...] bien j'aurais simplement le lire, ou carrément entrer dans la discussion, si j'avais un mot à dire ou bien si j'avais des questions ».

Lui-même avoue partager des articles journalistiques avec ses contacts, ce qui génère parfois des discussions. À l'instar du premier groupe, il utilise Facebook comme une sorte de « bureau de recherchistes » qui lui permet de prendre connaissance d'informations jusque-là inconnues. Néanmoins, les autres membres de son groupe ne semblent pas portés à avoir ce genre de réaction. Ils semblent en effet manquer d'intérêt pour les discussions sur Internet, et possiblement pour la politique en général. Un d'eux explique que « les votes, tout ce qui est gouvernemental », cela ne l'intéresse pas, donc il n'en discute pas. De toute façon, peu de gens de son réseau discutent de politique. Pour ce qui est de la valeur accordée à l'information, certains avouent se fier à la chaîne privée de télévision TVA, alors que d'autres préfèrent le site Internet du quotidien La Presse.

Dans le quatrième groupe, on utilise amplement les médias sociaux pour s'informer sur des nouvelles inédites, reprenant l'idée du « bureau de recherchistes ». Le contenu auquel ces jeunes adultes sont exposés (et celui qu'ils partagent) les amène à s'exprimer en ligne, générant à l'occasion des débats politiques intenses. Un d'eux donne un exemple de discussion qui a eu lieu après qu'il a partagé, en l'encensant, un article critiquant féroce le Premier ministre Stephen Harper. Un de ses contacts était en désaccord et a commenté pour défendre Harper. Finalement, la discussion s'est transposée dans l'espace de clavardage du site, où les deux contacts ont argumenté de manière véhémence : « ça a été, somme toute, une discussion où j'ai quand même pris conscience de certaines affaires, mais j'étais pas d'accord avec lui. Mais on a quand même débattu solidement sur Facebook ». La composition du réseau, quant à elle, semble influencer le type d'article qu'ils vont partager. En effet, un contenu ascétisé, qui ne risque pas d'offusquer, sera privilégié. Finalement, ces jeunes disent consulter souvent des sites de médias traditionnels comme La Presse et Radio-Canada.

Le face à face, l'anonymat et les sujets controversés

Plusieurs des jeunes adultes interrogés considèrent qu'il y a des différences fondamentales entre une discussion en ligne et une discussion hors ligne.

Dans le premier groupe, un participant soutient que les discussions en ligne ne sont pas aussi honnêtes (ou « vraies ») que celles en face à face, ce à quoi un collègue réplique qu'Internet permet aux personnes plus gênées de s'exprimer, tandis qu'un autre explique qu'Internet permet aux gens d'exprimer des points de vue plus réfléchis et moins émotionnels. Cette opposition mène à la question de l'anonymat. L'idée générale est que ce voile peut permettre aux personnes gênées de s'exprimer, bien que ceci puisse entraîner des dérapages, notamment lorsque les gens tiennent des propos diffamatoires sous le couvert de l'anonymat.

Dans le deuxième groupe, on soutient que les discussions en ligne tournent souvent en rond parce que les interlocuteurs ne sont pas face à face, ce qui évince les indicateurs non verbaux de la dynamique conversationnelle. De plus, on soutient que, dans ce contexte, les gens ont tendance à être fermés aux arguments des autres. Un des jeunes adultes cite l'intransigeance d'un de ses interlocuteurs à propos d'un enjeu à caractère politique. Il explique avoir un jour corrigé quelqu'un qui avait émis un commentaire politique erroné sur Facebook. Ce dernier lui aurait par la suite répondu sans vraiment prendre en considération ce qu'il avait dit, se contentant de réitérer son opinion personnelle : « Puis j'ai pas répondu, parce que je trouvais que ça servait à rien, parce que c'est le genre de personne qui était pas ouverte à la discussion ».

Un participant du troisième groupe met plutôt l'accent sur le respect qui s'installe dans une discussion en ligne entre personnes qui se connaissent personnellement, permettant une discussion ouverte. À l'opposé, selon lui, les commentaires anonymes exprimés sur le site Web d'un grand quotidien seraient irrespectueux et témoigneraient d'une certaine étroitesse d'esprit. Tout le monde s'entend pour dire que certains sujets (en fait, ceux reliés à la politique), par leur caractère foncièrement controversé, sont difficilement débattus. Il serait plus facile de discuter de sujets qui font consensus, vu leur propension moins combative.

Comme le constatent les personnes interrogés lors du quatrième *focus group*, cela pourrait aussi s'expliquer par le fait que l'on ait plus tendance à exprimer des opinions non controversées, de peur de déplaire à ses contacts. Un des participants explique que c'est parce que ses opinions (en faveur du NPD) étaient populaires auprès de son réseau de contacts qu'il a osé parler de politique sur Internet : « Peut-être que ce qui a fait

aussi que j'me suis senti à l'aise de parler autant de politique dans la campagne, c'est que je savais qu'il y avait beaucoup de mes amis Facebook qui étaient d'accord ». Ici aussi, on s'entend pour dire que l'anonymat de certains internautes permet l'expression d'absurdités et de grossièretés non assumées, ce qui enlève de la crédibilité aux propos tenus et nuit aux discussions en environnement numérique. De plus, un des jeunes adultes soutient que, lorsque l'on n'est pas face à son interlocuteur, les émotions négatives peuvent prendre facilement le dessus sur la réflexion, et ce, pas seulement pour les personnes anonymes.

10. Discussion

À la lumière de la mise en commun de ces arguments, il apparaît que plusieurs tendances, réunies en quatre thèmes sous la forme de raisons exprimées dans plusieurs groupes, ressortent du lot et permettent d'expliquer pourquoi ces jeunes adultes discutent ou ne discutent pas de politique sur le Web.

Il importe ici de reprendre ces thèmes et de discuter de leurs implications dans l'analyse du phénomène des discussions politiques en ligne, en considérant à la fois les études scientifiques déjà faites à ce sujet et le concept de sphère publique présenté dans le cadre théorique. Rappelons que celle-ci héberge un certain nombre de conditions permettant l'utilisation publique de la raison comprise comme l'idéal démocratique exprimé par la notion d'agir communicationnel. Trois caractéristiques sont essentielles pour qu'on puisse parler d'une sphère publique : elle doit être accessible à tous, être indépendante des intérêts personnels, gouvernementaux et commerciaux et permettre la tenue de débats critiques rationnels (Polat 2005).

L'aspect public : accessibilité pour tous?

Compte tenu du constat sur le manque de connaissances en politique de plusieurs jeunes adultes interrogés, il semble qu'il faille d'abord trouver des manières d'informer capables d'engager ces citoyens, si l'on désire encourager la discussion politique. En effet, selon les données, ce serait seulement lorsque les jeunes auront acquis assez de connaissances qu'ils oseront se donner une voix en ligne.

La littérature consultée nous a révélé qu'il est primordial que les gens soient intéressés par la politique ou certains de ses enjeux pour espérer qu'ils en discutent. C'est le constat qu'ont soulevé Xenos et Young (2008) dans leur étude portant sur des étudiants universitaires américains. La

méthodologie quantitative qu'ils ont appliquée leur a permis d'avancer avec assurance la conclusion que la participation politique passe par l'intérêt (ce qui est en accord avec nos résultats). De manière complémentaire, la méthodologie qualitative que nous avons adoptée a permis aux sujets interrogés de révéler l'importance des connaissances dans le processus participatif. Ainsi, nous pouvons pousser la réflexion de Xenos et Young un peu plus loin. Une étape semble s'ajouter entre l'intérêt et la participation à des discussions : celle de l'acquisition des connaissances, dont le manque semble restreindre l'expression d'opinions.

Rappelons également deux constats maintes fois soulevés dans la littérature, celui faisant état de la disparité participative en politique selon le niveau d'éducation des individus (Best and Krueger 2005 ; Di Gennaro and Dutton 2006 ; O'Neill 2009 ; Toguchi Swartz et al. 2009 ; Whiteley 2010), et celui de l'influence du milieu (Cross and Young 2008 ; Pronovost 2007), reflétés respectivement dans notre échantillon par les variables « occupation » et « milieu ». Il semblerait que ces deux dimensions puissent expliquer en partie le niveau de connaissances politiques que possèdent les jeunes adultes, puisque c'est, entre autres, par l'occupation et par le milieu que l'on est exposé à des conditions favorables ou non à l'acquisition de connaissances politiques. Ainsi, le premier *focus group* était plus éduqué sur la politique et appartenait à un milieu plus encourageant que le troisième. Le manque de connaissances n'est jamais cité comme raison dans le premier groupe, alors qu'il revient à plusieurs reprises dans le troisième. Quant au deuxième groupe, il appartenait à un milieu moins encourageant que le quatrième : les participants du groupe 2 discutent moins de politique sur Internet que ceux du groupe 4, possiblement parce qu'ils connaissent moins bien les enjeux, compte tenu de leur milieu. Ainsi, il semble y avoir une incidence, même si limitée et indirecte, des variables « occupation » et « milieu » sur le niveau de connaissances politiques et sur la participation elle-même à des discussions politiques.

Dans le cadre d'une étude où une méthodologie qualitative a été adoptée avec de jeunes adultes Australiens qui participent politiquement sur des sites Internet non gouvernementaux, Vromen (2008) soutient qu'il y a encore aujourd'hui des barrières à la participation à des discussions politiques. Notre analyse suggère que ces barrières incluent le manque de connaissances (que l'on peut lier aux variables « occupation » et « milieu »). Vromen soutient qu'il est plus difficile pour les novices de l'expression politique de discuter en ligne. Les résultats obtenus auprès de jeunes adultes québécois appuient cette assertion, puisque les participants

du groupe 1, très familiers avec la politique, ne se gênent pas pour s'exprimer en ligne, alors que plusieurs jeunes des groupes 2 et 3, qui sont moins habitués à discuter de politique, s'expriment moins aisément sur Internet par rapport à divers enjeux politiques. Les participants du groupe 4, qui s'expriment en ligne, formulent tout de même quelques réserves en rapport avec l'aspect public, surtout lorsqu'il est question d'enjeux qu'ils connaissent moins.

Il est un peu paradoxal de se rendre compte que plusieurs jeunes de notre échantillon se retiennent de discuter de politique sur Internet, donnant comme raison l'aspect public de la participation, lié au manque de connaissances. Rappelons que la définition habermassienne de sphère publique repose sur la participation de tous les partis impliqués au débat public. Néanmoins, dans le cas présent, nous remarquons que plusieurs jeunes adultes s'excluent eux-mêmes des discussions. Cette situation est problématique, dans le sens où elle peut créer une sphère publique élitiste, où seules les voix dominantes et savantes s'expriment.

Habermas (1992) avait vu ce risque d'exclusion, et c'est pourquoi il traite également de la formation de sphères publiques subculturelles ou particulières aux classes sociales. Néanmoins, le constat qui ressort des *focus groups* diffère des remarques de Habermas en un point capital : alors qu'il déplore l'exclusion explicite des groupes marginalisés (comme les femmes ou les ouvriers) par les groupes dominants, la situation chez les jeunes interrogés est plutôt qu'ils s'excluent eux-mêmes de la sphère publique. C'est à croire qu'ils ont intériorisé certains discours, reflétant une forme de colonisation, qui les poussent à croire qu'ils ne sont pas suffisamment informés pour avoir le droit de participer aux débats politiques.

Ainsi, même si les gens peuvent publier sur Internet, ce n'est pas tout le monde qui se donne cette voix. Alors, comment parler d'Internet comme d'un média démocratique incluant tout le monde, si plusieurs refusent de participer au débat politique?

Le constat selon lequel de jeunes adultes refusent de s'exprimer en ligne rappelle la description du phénomène d'aliénation chez Habermas. Ces citoyens semblent considérer que les processus sociaux liés à la politique et à la démocratie sont hors de leur contrôle. C'est comme s'ils considéraient l'appareil politique comme une chose extérieure à eux-mêmes, et non comme traversant tous les aspects de leur propre vie de citoyen.

La conscientisation et l'intérêt personnel

Un sentiment commun se retrouve chez plusieurs jeunes adultes à travers chacun des groupes : l'envie de conscientiser les autres sur des sujets pour lesquels ils ont un intérêt personnel. Ceci est en accord avec la

littérature, qui a déjà constaté que les jeunes (tout comme les moins jeunes) sont intéressés par les sujets qui les concernent personnellement (Baumgartner and Morris 2009 ; Boyd 2008 ; Delli Carpini 2000 ; Lupia and Philpot 2005). Cette considération semble être l'étincelle qui implique les gens directement dans le processus de confrontation d'idées et de débat. Cependant, le fait que plusieurs des participants interrogés se refusent à participer à de telles discussions laisse croire que cette pratique n'inclut pas tout le monde et ne représente pas la diversité des opinions qui se retrouvent chez les jeunes citoyens québécois (nous pensons, en particulier, aux opinions impopulaires qui pourraient les mener à se taire, par peur d'être condamnés par autrui). Ainsi, est-ce qu'on peut parler d'Internet comme d'un espace de discussion véritablement public?

Il y a aussi l'aspect égocentrique de la recherche de feedback, exprimé explicitement lors du quatrième *focus group*. Que le désir d'obtenir des commentaires soit motivé par l'égocentrisme ou non, cette pratique n'est pas malsaine en elle-même, puisque les commentaires d'autrui sont un élément nécessaire à la tenue de discussions. Toutefois, dans le cas présent, c'est du feedback positif que certains jeunes recherchent, et non du feedback négatif qui peut générer un débat. Dans la mesure où plusieurs jeunes ne désirent pas confronter leur opinion politique avec celle des autres internautes, il semble difficile, tel que soulevé ci-dessus, de respecter la caractéristique de la sphère publique qui doit permettre la tenue de discussions rationnelles. Ceci est sans compter une sorte de violence présente en ligne et décriée par plusieurs des jeunes adultes des quatre groupes qui refusent de donner leur opinion. En effet, ils craignent les représailles ou les corrections d'autres internautes, qui peuvent aller jusqu'à des insultes et des propos diffamatoires. Une telle autocensure ne peut permettre à toutes les voix concernées de s'exprimer.

Il est intéressant de considérer l'influence de la variable « milieu » sur la perception qu'ont les jeunes des débats en ligne. La majorité des participants du groupe 1 utilisent Internet pour débattre : cette opportunité est une des raisons principales qui les incite à utiliser Facebook. Les jeunes adultes du groupe 4 utilisent également Internet pour discuter de politique. À l'opposé, la majorité des participants des groupes 2 et 3 ont une opinion très différente des débats en ligne, soulignant que ceux-ci tournent en rond et qu'Internet n'est pas le bon endroit pour débattre de politique. Ainsi, le niveau d'encouragement offert par le milieu semble avoir une incidence sur l'utilisation d'Internet pour débattre de politique.

Le contenu partagé et l'engagement spontané

Plusieurs auteurs ont déjà souligné que c'est le contenu partagé sur le Web qui permet de générer des discussions (Collin 2008 ; Hermes 2006 ; Kavanaugh et al. 2008 ; O'Neill 2009 ; Rojas 2010). Les jeunes adultes interrogés confirment cette tendance, du moins ceux qui participent en ligne. Parlons alors d'opportunités politiques et de discussions spontanées. Celles-ci sont permises par les fonctions interactives du média et par le caractère informel des conversations. Ceci permet, comme l'expliquent Collin (2008) ou Bakardjieva (2005), d'intégrer la participation à la vie de tous les jours.

Les commentaires laissés sur les blogues seraient un exemple de conversation à caractère informel (Collin 2008 ; Gil de Zunega et al. 2010 ; Hermes 2006). Néanmoins, les blogues semblent peu populaires chez les participants de la présente étude : c'est principalement sur Facebook et sur Twitter que les commentaires sont exprimés, ce qui ne change pas la dynamique informelle des interactions stimulées par ce qui est publié, tel qu'exploré dans la littérature sur les blogues. De plus, ceci semble permettre à des jeunes qui ne sont pas impliqués en politique de vraiment intégrer leur participation à la vie de tous les jours, compte tenu du contenu auquel ils sont exposés.

Gilles Pronovost (2007), dans une étude sur l'utilisation d'Internet chez les adolescents, explique qu'Internet peut servir à encourager la participation politique chez les jeunes intéressés par le sujet, mais peut rarement générer un intérêt auparavant inexistant. Cette tendance se retrouve chez les jeunes adultes de la présente étude : bien que tous utilisent Internet à différentes fins, seuls ceux qui ont un intérêt minimum pour la politique osent participer aux discussions, alors que les autres se taisent. Ainsi, Internet, en temps que média, peut difficilement être considéré comme une solution miracle qui pourrait favoriser l'engagement politique des jeunes adultes non intéressés. Nous pouvons, de manière légitime, nous demander si d'autres moyens visant à encourager la participation ne devraient pas être explorés. Ainsi, les moyens visant à engendrer un intérêt pour la politique pourraient tirer parti d'Internet plus en tant qu'outil qu'en tant que solution.

Que des jeunes adultes s'expriment en ligne à condition que l'enjeu discuté les intéresse rappelle ce que remarquent plusieurs auteurs : l'intérêt politique dépend grandement de l'intérêt personnel qu'un citoyen a pour un sujet politique. Si une question le touche personnellement, le citoyen sera plus porté à s'exprimer, particulièrement chez les personnes qui n'ont pas l'habitude de participer beaucoup (Rojas 2010 ; Kavanaugh et al. 2008).

Collin (2008) souligne également qu'Internet permet à la jeunesse de s'engager dans des formes de participation politique spontanées. C'est ce qu'on remarque chez les jeunes adultes qui réagissent par rapport au contenu auquel ils sont exposés en ligne. Par contre, il y a une différence importante entre l'échantillon de Collin et celui de cette l'étude. L'auteure australienne a interviewé uniquement des jeunes adultes impliqués dans la *Inspire Foundation*, une ONG dont un des objectifs est d'encourager la participation politique par le biais des nouvelles technologies de l'information. Ainsi, les jeunes interviewés étaient tous très actifs politiquement en ligne et faisaient partie d'un réseau qui les encourageait à s'engager en les exposant à des formes spontanées de participation. À l'opposé, notre échantillon était composé d'individus au niveau d'intérêt politique variable. Ceci a permis de révéler que le réseau dans lequel ces citoyens évoluent en ligne compte pour beaucoup quant aux opportunités de discussions politiques.

L'anonymat et la controverse au cœur du débat

L'expression d'opinions uniquement lorsque celles-ci sont populaires auprès de son cercle de contacts est un comportement en ligne documenté par la littérature. Par exemple, Zhao, Grasmuck et Martin (2008) expliquent que l'identité sur Facebook est plus montrée que dite, notamment par les actions entreprises en ligne, même dans un environnement « nonyme » (non anonyme). Si nous adoptons cette explication, nous comprenons que plusieurs jeunes adultes de l'échantillon fassent attention à ce qu'ils disent en ligne en n'exprimant que des opinions populaires, afin de ne pas être perçus de manière négative par leurs contacts.

Rappelons que la communication sur Internet est dépouillée des indicateurs non verbaux de la communication en face à face (Morio and Buchholz 2009 ; Suler 2005 ; Tanis and Postmes 2007). De plus, les enjeux qui peuvent être controversés, comme ceux reliés à la politique (selon les participants des groupes 2, 3 et 4), pourraient bénéficier d'être débattus dans un contexte de face à face, en raison de la complexité de ces enjeux et des conflits moraux qu'ils engendrent (Gastil 2000). Ainsi, la dynamique de chacun de ces deux types d'interaction apparaît très différente.

La tenue d'une sphère publique démocratique repose sur la participation de tout ceux qui désirent s'exprimer. Si le caractère anonyme d'Internet permettait de réduire la gêne que ressentent certaines personnes à l'idée de s'exprimer en public (Collin 2008), nous pourrions considérer qu'il s'agit d'un gain important. Néanmoins, il est loin d'être assuré qu'Internet brise toutes les barrières à l'expression, comme le suggère la

restriction « manque de connaissances » que s'imposent plusieurs des jeunes adultes interrogés. De plus, aucun des participants des *focus groups* n'utilise l'anonymat pour s'exprimer, et plusieurs d'entre eux dénoncent le manque de sérieux des interventions anonymes (tout comme Siegel 2008 et Tate and Wilson 2008). Peut-on parler d'un débat critique rationnel lorsque les échanges se réduisent à une suite d'insultes?

11. Conclusion : Revigorer la démocratie grâce à Internet?

Cette étude avait pour but de comprendre les raisons qu'ont de jeunes adultes de discuter ou de ne pas discuter de politique sur Internet, considéré comme un élément important de la sphère publique contemporaine.

Plusieurs éléments de réponses ont été soulevés par les jeunes adultes pour expliquer leur participation ou non aux discussions politiques en ligne. Celles-ci peuvent donner des pistes de solutions pour favoriser l'engagement politique de jeunes adultes québécois. Rappelons que plusieurs chercheurs s'inquiètent du bas taux de participation des jeunes en politique. Bennett (2008) parle carrément d'une crise de la citoyenneté : il faut, selon lui, trouver de nouvelles manières d'impliquer la plus jeune génération d'électeurs à la vie démocratique, et ce, en utilisant les nouvelles technologies.

Mais est-ce que les nouvelles technologies et le Web 2.0 ont réellement ce potentiel ? Selon les résultats présentés dans cette étude, il est vrai que certains jeunes adultes utilisent amplement Internet pour discuter de politique, que ce soit pour conscientiser les autres, pour rectifier des faussetés ou pour avoir la chance de tenir un débat d'idées. À l'opposé, plusieurs jeunes adultes avancent différentes raisons pour expliquer leur bas niveau de participation : ils manquent de connaissances, ils sont intimidés par l'aspect public, ils croient que les discussions en ligne ne vont nulle part ou ils considèrent que leur réseau n'offre pas d'opportunités de participation adéquates. Il est aussi possible que le manque d'intérêt de ces jeunes citoyens pour les affaires politiques soit en cause. Il semble primordial, si l'on désire revigorer la démocratie, de prendre en considération ces raisons. Il est possible d'utiliser les outils du Web, mais il faut faire bien attention, puisque certaines des raisons exprimées par les jeunes interrogés révèlent qu'ils considèrent, jusqu'à un certain degré, que le média Internet lui-même est responsable de leur silence politique en ligne (le caractère public et le manque de sérieux de la communication en ligne).

Toutefois, si l'on décide de miser sur Internet pour encourager la participation, il est important de rappeler le constat soulignant la

spontanéité des discussions en ligne, qui pousse à les voir comme des actions s'inscrivant dans le fonctionnement quotidien. Ainsi, les jeunes adultes interrogés semblent rarement prendre la décision réfléchie d'aller débattre de politique sur Internet, comme pourraient le faire les personnes se rendant sur un forum de discussion politique. Ils sont plutôt encouragés à discuter par le contenu auquel ils sont exposés en ligne, par exemple sur Facebook ou sur Twitter. Ces occasions politiques vont donc dépendre de la composition du réseau de contacts avec lequel ils interagissent en ligne. Il pourrait être fort intéressant d'entreprendre de futures recherches à partir de ce constat et de voir plus précisément ce qui peut encourager les jeunes adultes québécois à participer en politique de manière spontanée, sans qu'ils aient à s'impliquer officiellement dans un parti ou dans un organisme. Par exemple, dans le contexte de la grève étudiante du printemps 2012, plusieurs jeunes adultes se sont indéniablement engagés politiquement, et ce, de plusieurs manières non traditionnelles, en utilisant beaucoup Internet et les réseaux sociaux pour se mobiliser et pour s'exprimer.

Bref, il semble que la recherche effectuée révèle plusieurs raisons permettant de mieux comprendre la communication politique sur Internet. Ces raisons pointent du doigt des enjeux qui touchent au fonctionnement même de la société, et à l'implication des jeunes adultes dans le processus démocratique.

Références

- ANDUIZA, E., CANTIJOCH, M. and GALLEGU, A. 2009. « Political Participation and the Internet: A Field Essay ». *Information, Communication and Society* 12 (6) : 860-878.
- BACHEN, C., RAPHAEL, C., LYNN, K.-M., McKEE, K. and PHILIPPI, J. 2008. « Civic Engagement, Pedagogy, and Information Technology on Web Sites for Youth ». *Political Communication* 25 (3) : 290-310.
- BAKARDJEVA, M. 2005. *Internet Society: The Internet in Everyday Life*. Londres : SAGE Publications Ltd.
- BAUMGARTNER, J. and MORRIS, J. S. 2010. « MyFaceTube Politics: Social Networking Web Sites and Political Engagement of Young Adults ». *Social Science Computer Review* 28 (1) : 24-44.
- BENNETT, W. L. 2008. « Digital Native as Self-Actualizing Citizens ». Dans *Rebooting America: Ideas for Redesigning American Democracy for the Internet Age*, edited by A. Fine, M. L. Sifry, A. Rasiej, and J. Levy, 225-230. États-Unis : Personal Democracy Press. En ligne : http://rebooting.personaldemocracy.com/files/Rebooting_America.pdf

- BEST, S. J. and KRUEGER, B. S. 2005. « Analyzing the Representativeness of Internet Political Participation ». *Political Participation* 27 (2) : 183-216.
- BOULIANNE, S.. 2009. « Does Internet Use Affect Engagement ? A Meta-Analysis of Research ». *Political Communication* 26 (2) : 193-211.
- BOYD, D. 2008. « Can Social Network Sites Enable Political Action ? ». Dans *Rebooting America: Ideas for Redesigning American Democracy for the Internet Age*, edited by A. Fine, M. L. Sifry, A. Rasiej, and J. Levy, 112-116. États-Unis : Personal Democracy Press. En ligne : http://rebooting.personaldemocracy.com/files/Rebooting_America.pdf
- BOYTE, H. C. 2008. « Community Information Commons ». Dans *Rebooting America: Ideas for Redesigning American Democracy for the Internet Age*, edited by A. Fine, M. L. Sifry, A. Rasiej, and J. Levy, 209-214. États-Unis : Personal Democracy Press. En ligne : http://rebooting.personaldemocracy.com/files/Rebooting_America.pdf
- CAMPOS, M. N. 2004. « A Constructivist Method for the Analysis of Networked Cognitive Communication and the Assessment of Collaborative Learning and Knowledge-Building ». *Journal of Asynchronous Learning Networks* 8 (2) : 1-29.
- CAREY, M. 1994. « The group effect in focus groups: planning, implementing, and interpreting focus group research ». Dans *Critical Issues in Qualitative Research Methods*, edited by J. MORSE, 225-241. Londres : Sage Publications.
- CEFRIO (avec la collaboration de Leger Marketing). (2011). « L'engouement pour les medias sociaux au Québec ». *NETendances 2011 – Évolution de l'utilisation d'Internet au Québec* 2 (1) : 1-20.
- COLLIN, P. 2008. « The Internet, Youth Participation Policies, and the Development of Young People's Political Identities in Australia ». *Journal of Youth Studies* 11 (5) : 527-542.
- CROSS, W. and YOUNG, L. 2008. « Factors Influencing the Decision of the Young Politically Engaged To Join a Political Party: An Investigation of the Canadian Case ». *Party Politics* 14 (3) : 345-369.
- DAHLBERG, L. 2005. « The Habermasian Public Sphere: Taking difference seriously ? ». *Theory and Society* 34 (2) : 111-136.
- DAVILA, A. and DOMINGUEZ, M. 2010. « Formats des groupes et types de discussion dans la recherche sociale qualitative ». *Recherches qualitatives* 29 (1) : 50-68.
- DELLI CARPINI, M. X. 2000. « Gen.com: Youth, Civic Engagement, and the New Information Environment ». *Political Communication* 17 (4) : 341-349.
- DEMERS, F. 2010. « La tentation de la généralisation : Retour réflexif sur cinq focus groups ». *Recherches qualitatives* 29 (1) : 110-128.
- Di GENNARO, C. and DUTTON, W. 2006. « The Internet and the Public: Online and Offline Political Participation in the United Kingdom ». *Parliamentary Affairs* 59 (2) : 299-313.

- ÉLECTIONS CANADA. 2012, 16 janvier. « Taux de participation aux élections et aux référendums fédéraux », *Élections Canada*. Page consultée le 23 janvier 2012, au <http://www.elections.ca/content.aspx?section=ele&dir=turn&document=index&lang=f>.
- GASTIL, J. 2000. « Is Face-to-Face Citizen Deliberation a Luxury or a Necessity ». *Political Communication* 17 : 357-361.
- GIL DE ZUNEGA, H., VEENSTRA, A., VRAGA, E. and SHAH, D. 2010. « Digital Democracy: Reimagining Pathways to Political Participation ». *Journal of Information Technology and Politics* 7 (1) : 36-51.
- HABERMAS, J. 1984. *The Theory of Communicative Action, Vol. I. Reason and Rationalization of Society*. Boston : Beacon Press. Traduit de l'allemand par McCarthy, T.
- HABERMAS, J. 1989. *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*. Cambridge : MIT Press. Traduit de l'allemand par Burger, T. avec l'assistance de Lawrence, F.
- HABERMAS, J. 1992. « „L'espace public”, 30 ans après ». *Quaderni* 18. Traduit de l'allemand par Chanical : avec la collaboration de Straumann, T. : 161-191. doi : 10.3406/quad.1992.977
- HABERMAS, J. 2003. *Truth and Justification*. Cambridge : MIT Press. Traduit de l'allemand par Fultner, B.
- HERMES, J. 1995. *Reading Women's Magazines*. Cambridge, UK : Polity Press.
- HERMES, J. 2006. « Citizenship in the Age of the Internet ». *European Journal of Communication* 21 (3) : 295-309.
- JENSEN, M. J., DANZIGER, J. N. and VENKATESH, A. 2007. « Civil Society and Cyber Society: The Role of the Internet in Community Associations and Democratic Politics ». *Information Society* 23 (1) : 39-50.
- KAVANAUGH, A., KIM, B. J., PEREZ-QUINONES, M. A., SCHMITZ, J. and ISENBOUR, P. 2008. « Net Gains in Political Participation: Secondary Effects of Internet on Community ». *Information, Communication and Society* 11 (7) : 933-963.
- KOMPRIDIS, N. 2000. « So We Need Something Else for Reason to Mean ». *International Journal of Philosophical Studies* 8 (3) : 271-295.
- LUPIA, A. and PHILPOT, T. S. 2005. « Views from Inside the Net: How Websites Affect Young Adults' Political Interest ». *The Journal of Politics* 67 (4) : 1122-1142.
- MANNARINI, T., LEGITTIMO, M and TALO, C. 2008. « Determinants of Social and Political Participation Among Youth. A Preliminary Study ». *Psicologia Politica* 36 : 95-117.
- McLAFFERTY, I. 2004. « Focus Group Interviews as a Data Collecting Strategy ». *Journal of Advanced Nursing* 48 (2) : 187-194.
- MORGAN, D. L. 1996. « Focus Groups ». *Annual Review Sociology* 22 : 129-152.

- MORIO, H. and BUCHHOLZ, C. 2009. « How Anonymous Are You Online ? Examining Online Social Behaviors from a Cross-Cultural Perspective ». *AI and Society: Knowledge, Culture and Communication* 23 : 297-307.
- O'NEILL, B. 2009. « The Media's Role in Shaping Canadian Civic and Political Engagement ». *The Canadian Political Science Review* 3 (2) : 105-127.
- PEDERSEN, J. 2008. « Habermas' Method: Rational Reconstruction ». *Philosophy of the Social Sciences* 38 (4) : 457-485.
- POLAT, R. K. 2005. « The Internet and Political Participation: Exploring the Explanatory Links ». *European Journal of Communication* 20 (4) : 435-459.
- PRONOVOST, G. 2007. *L'univers du temps libre et des valeurs chez les jeunes*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- QUINTELIER, E. 2008. « Who Is Politically Active: The Athlete, the Scout Member or the Environmental Activist ? Young People, Voluntary Engagement and Political Participation ». *Acta Sociologica* 51 (4) : 355-370.
- QUINTELIER, E. and VISSERS, S. 2008. « The Effect of Internet Use on Political Participation: An Analysis of Survey Results for 16-Year-Olds in Belgium ». *Social Science Computer Review* : 1-17. doi : 10.1177/0894439307312631
- ROJAS, H. 2010. « Corrective Actions in the Public Sphere: How Perceptions of Media and Media Effects Shape Political Behaviors ». *International Journal of Public Opinion Research* 22 (3) : 343-363.
- SIEGEL, L. 2008. *Against the Machine: Being Human in the Age of the Electronic Mob*. New York : Spiegel and Grau.
- SULER, J. 2005. « The Online Disinhibition Effect ». *International Journal of Applied Psychoanalytic Studies* 2 (2) : 184-188.
- TANIS, M. and POSTMES, T. 2007. « Two Faces of Anonymity: Paradoxical Effects of Cues to Identity in CMC ». *Computers in Human Behavior* 23 : 955-970.
- TATE, N. E. and WILSON, M. G. 2008. « Citizen 2.0 ». Dans *Rebooting America: Ideas for Redesigning American Democracy for the Internet Age*, edited by A. Fine, M. L. Sifry, A. Rasiej, and J. Levy, 147-150. États-Unis : Personal Democracy Press. En ligne : http://rebooting.personaldemocracy.com/files/Rebooting_America.pdf
- TEDESCO, J. C. 2007. « Examining Internet Interactivity Effects on Young Adult Political Information Efficacy ». *American Behavioral Scientist* 50 (9) : 1183-1194.
- TOGUCHI SWARTZ, T., BLACKSTONE, A., UGGEN, C. and McLAUGHLIN, H. 2009. « Welfare and Citizenship: The Effects of Government Assistance on Young Adults' Civic Participation ». *The Sociological Quarterly* 50 : 633-665.

- TWINN, S. 1998. « An Analysis of the Effectiveness of Focus Groups as a Method of Qualitative Data Collection with Chinese Populations in Nursing Research ». *Journal of Advanced Nursing* 28 (3) : 654-661.
- VACCARI, C. 2008. « From the Air to the Ground: the Internet in the 2004 US Presidential Campaign ». *New Media and Society* 10 (4) : 647-665.
- VERGEER, M. and HERMANS, L. 2008. « Analysing Online Political Discussions: Methodological Considerations ». *Javnost – The Public* 15 (2) : 37-56.
- VROMEN, A. 2008. « Building Virtual Spaces: Young People, Participation and the Internet ». *Australian Journal of Political Science* 43 (1) : 79-97.
- WHITELEY, P. F. 2010. « Is the Party Over ? The Decline of Party Activism and Membership Across the Democratic World ». *Party Politics* : 1-24. doi : 10.1177/1354068810365505
- XENOS, M. and BENNETT, W. L. 2007. « The Disconnection in Online Politics: The Youth Political Web Sphere and US Election Sites, 2002-2004 ». *Information, Communication and Society* 10 (4) : 443-464.
- XENOS, M. A. and KYOUNG, K. 2008. « Rocking the Vote and More: An Experimental Study of the Impact of Youth Political Portals ». *Journal of Information Technology and Politics* 5 (2) : 175-189.
- ZHANG, W., JOHNSON, T. J., SELTZER, T. and BICHARD, S. L. 2010. « The Revolution Will Be Networked: The Influence of Social Networking Sites on Political Attitudes and Behavior ». *Social Science Computer Review* 28 (1) : 75-92.
- ZHAO, S., GRASMUCK, S. and MARTIN, J. 2008. « Identity Construction on Facebook: Digital Empowerment in Anchored Relationships ». *Computers in Human Behavior* 24 : 1816-1836.